

énéo FOCUS

JUIN 2019

Ouf, on a voté ! C'est fini ? Eh bien non... ça commence !

THÈMES

Citoyenneté

Élections

Europe

Politique

À DÉCOUVRIR DANS CETTE ANALYSE

Au lendemain des élections régionales, fédérales et européennes, Énéo propose une analyse des résultats. Dans cet Énéo Focus nous rappelons les chiffres qui sont sortis des urnes. Nous proposons également des pistes d'analyse et de réflexion sur notre démocratie, et sur les défis qui l'attendent.

QUESTIONS POUR LANCER ET/OU PROLONGER LA RÉFLEXION

Comment analyser les résultats des élections 2019 ?

Pourquoi les citoyens sont-ils fatigués de la politique belge ?

Quels défis nous attendent maintenant ?

OUF, ON A VOTÉ ! C'EST FINI ? EH BIEN NON... ÇA COMMENCE !

Résultats peu communs (et un peu) habituels

Après des semaines de campagne électorale médiocre – attaques et contre-attaques incessantes et indécentes inspirant peu de respect à l'égard des politiques –, on a voté (il était temps...), et les premiers résultats se dégagent, et ils sont loin d'être communs !

Pas communs dans le sens où ces résultats ne sont guère réjouissants, avec la remontée spectaculaire du Vlaams Belang et la rapide remise en cause du cordon sanitaire – contre l'extrême droite – de la part notamment de la NV-A, qui reste le premier parti du pays... La recherche des « ennemis » continue malheureusement bel et bien...

Pas communs non plus en ce que les résultats donnent une image idéologiquement bipolarisée sur base de sa frontière linguistique entre une Flandre orientée à droite et extrême droite avec un pourcentage régional de voix séparatistes proches des 43 % alors que la Wallonie penche clairement à gauche, voire extrême gauche à 39.9 % .

Pas communs encore et interpellant au niveau européen avec la montée en puissance des eurosceptiques (dont les Brexiteurs) qui ne pourront néanmoins remettre en question les fondements de l'Union européenne. Mais ici aussi l'obligation pour les partis dirigeants sortants d'élargir la coalition et de se pencher plus sérieusement sur les enjeux climatiques au niveau européen (voire mondial).

Habituels quand même dans le sens où tous les partis ayant partagé le pouvoir à quelque niveau que ce soit ont été sanctionnés par les électeurs en pourcentage de voix – ce qui ne se traduit pas toujours en proportion de sièges perdus. Cette prime à l'opposition n'est pas nouvelle et peut s'expliquer par les compromis nécessaires entre alliés de coalition qui brouillent le message par rapport aux programmes défendus. Les partis perdants le plus seront-ils dès lors tentés par une cure d'opposition ?

Vive la démocratie ? Ça dépend de son « contenu » ...

Certain(e)s ne s'en étonneront pas parce que « c'est la voix décomplexée du peuple » qui s'est exprimée, et « les électeurs ont toujours raison ». Mais est-ce ça la « démocratie » attendue ? La réponse est clairement non, car si on commence à fixer à jamais nos opinions sur base des émotions – issues notamment des réseaux sociaux –, on tombe alors très rapidement dans un phénomène d'« [arrêt cérébral](#) », qui est en quelque sorte [l'antonyme d'éducation permanente](#).

D'où la raison pour laquelle on ne peut considérer la démocratie comme une valeur en soi, car son contenu nécessite une évaluation critique et permanente. En ce sens, les discours relativistes des partis sortant du pouvoir minimisant les défaites sont inquiétants, car ils ne font qu'amplifier la défiance et la méfiance des électeurs pour un système que la majorité comprend déjà mal en regard de scrutin majoritaire à la française ou britannique, voire américaine.

Quelques rappels sur notre système :

Les **pourcentages de votes** recueillis par chaque liste ne se traduisent pas forcément en proportion identique des sièges dans les parlements.

Les **pourcents annoncés** le sont au niveau d'une région, d'une communauté. Les sièges sont en rapport avec la répartition des votes par circonscriptions.

Ce découpage est important pour que la moyenne régionale ne minimise pas les spécificités de zones urbaines ou rurales, les différences par exemple entre sillon Sambre/Meuse et le sud Luxembourg ou Mouscron...

Le lendemain des élections, il faut donc passer par une phase de **pondération numérique**. Cela conduit à des **coalitions de plusieurs partis**, et peut certes compliquer les réalisations politiques... Néanmoins, notre système électoral permet de mieux représenter ce que nous sommes, et de favoriser l'esprit de compromis (belge) !

Au fond, qu'est-ce qui est « en panne » aujourd'hui ? Le système ? Les acteurs ? Ou plutôt la compréhension du système par les électeurs ?

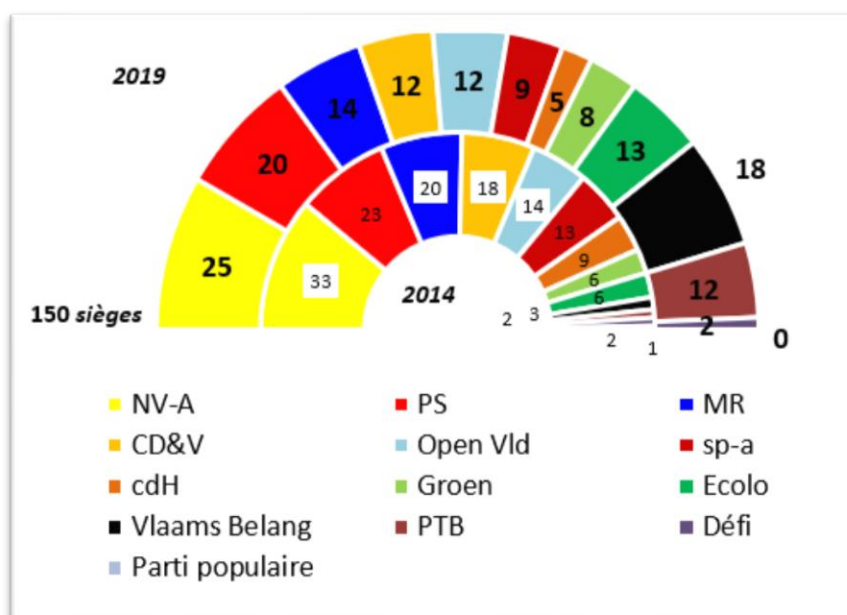
Bref, comme le dit Jean-Jacques Viseur : « Les trois partis traditionnels auraient tort de faire le gros dos et de se retrancher derrière le sentiment que le pire a été évité pour le PS et le MR en tout cas. Le niveau d'étiage qu'ils affichent indique un manque de prise en compte de la société nouvelle qui se crée et les rancœurs face aux décisions sociales de la « suédoise ».

Le recul subi aujourd'hui pourrait préfigurer la lente érosion, que subit à travers les élections une social-démocratie en panne d'idées attractives. On songe à la phrase de Paul Valéry « Nous savons que les civilisations sont mortelles. Il en est de même des partis politiques »...

Rappel de l'état de la situation

Avant de continuer notre première réflexion post-électorale, revérifions les états de nos camemberts législatifs !

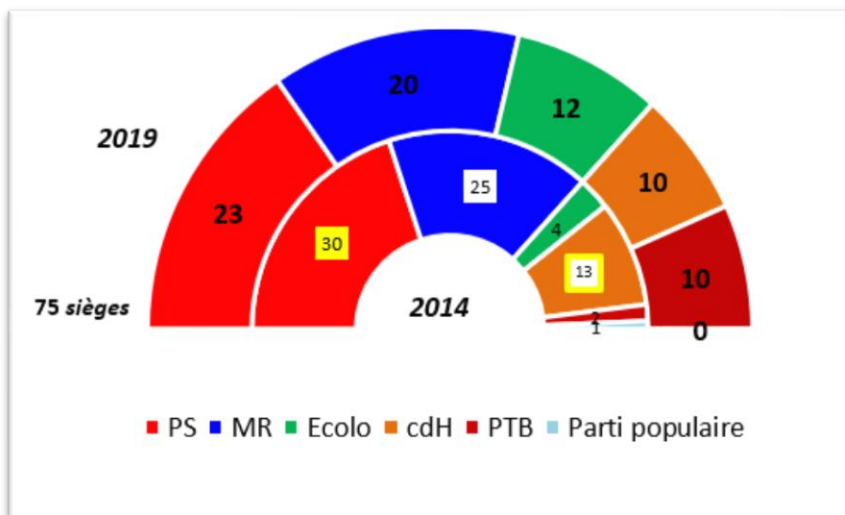
Fédéral



NB : contour en blanc signifie les partis au pouvoir entre 2014 et 2019

- Recul important des partis au pouvoir/traditionnels (représentant des « piliers ») ;
- Remontée de l'extrême droite (Vlaams Belang) ;
- Écolo, Groen et PTB en nette progression.

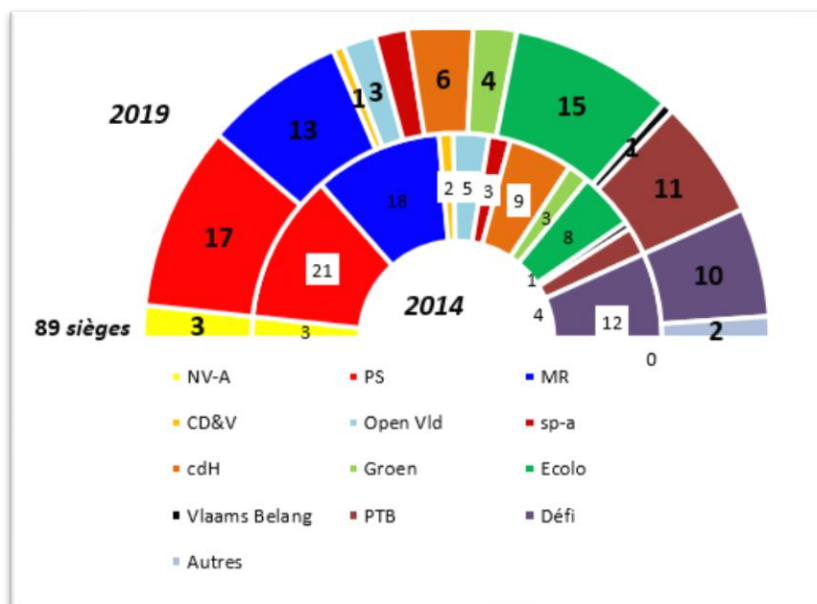
Régional - Wallonie



NB : contour en blanc signifie les partis au pouvoir entre mi 2017 et 2019 et en jaune de 2014 à mi 2017

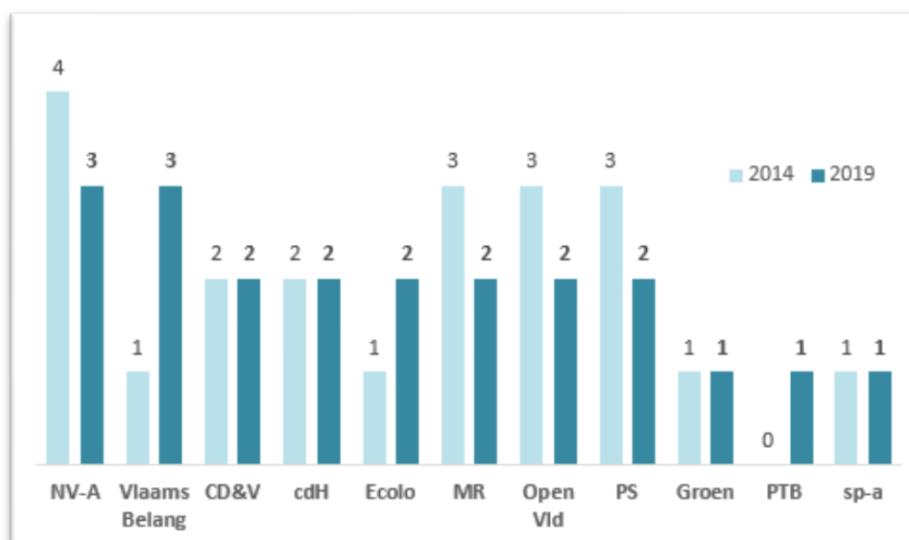
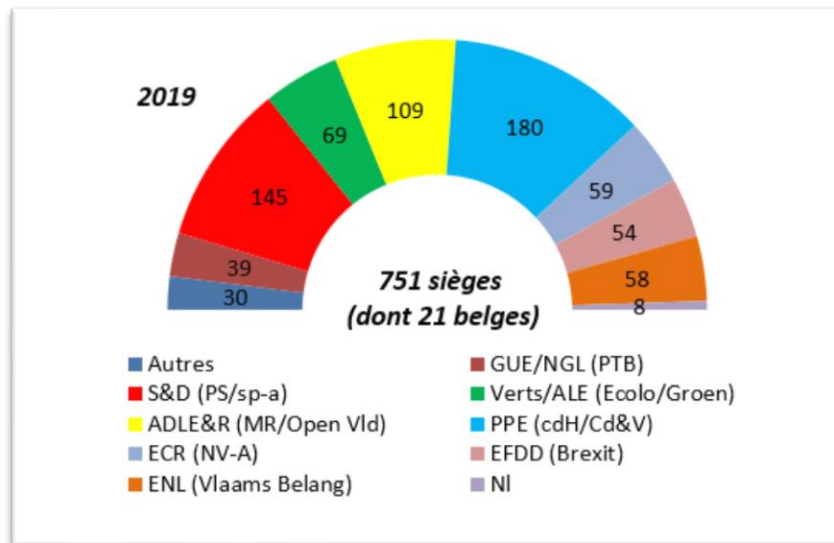
- Recul important des partis au pouvoir/traditionnels (représentant des « piliers ») ;
- Écolo et PTB en nette progression ;
- Parti populaire disparaît du parlement wallon.

Régional - Bruxelles



NB : contour en blanc signifie les partis au pouvoir entre 2014 et 2019

- Recul important des partis au pouvoir/traditionnels (représentant des « piliers »)
- Pas de progression de Vlaams Belang ;
- Ecolo, Groen (1^{er} parti néerlandophone à Bruxelles) et PTB en nette progression.



- Progression importante des partis eurosceptiques/nationalistes/extrêmes-droites ;
- S&D (socio-démocrates) et PPE (chrétiens-démocrates) en recul, mais limitent la « casse » ;
- Libéraux (ALDE) et Verts en progression ;
- Vlaams Belang remporte 2 sièges supplémentaires ;
- Ecolo 2 sièges et PTB 1 siège pour la première fois.

Et que pensent des membres d'Énéo de ces résultats ?

Nous avons recueilli les premières impressions de certains membres. Voici les extraits :

« Nous, les Wallons, devrions peut-être nous intéresser un peu plus à la Flandre et aux Flamands ! (par rapport à la remontée de l'extrême droite) »

« Une bonne remise en question s'impose à tous les niveaux : mieux entendre les citoyens ! (par rapport aux partis traditionnels continuant à relativiser la défaite)

« Je suis inquiète, trois fois inquiète ! (régional, fédéral et européen) »

« Le repli et la dérive (exprimés par le vote en Flandre une Région jeune, moderne et riche, épanouie, forte économiquement et socialement dynamique) sont non seulement une menace pour le pays, mais risque, demain, d'être très dangereux pour l'épanouissement et le développement de la Flandre »

« L'urgence climatique et l'angoisse sociale créées par la politique du gouvernement fédéral (et les partis traditionnels) ont provoqué une forte hausse tant d'Ecolo que du PTB (c'est un message sain de la sanction des politiques « des petits pas ») »

Jean-Jacques (Charleroi)

« À chaud je suis "refroidi" par la montée des extrêmes tant en Flandre qu'en Wallonie.....et cela pour les niveaux régionaux et fédéraux et avec des effets secondaires dangereux aussi aux Européennes, surtout en Italie avec LEGA, en France avec LE PEN..... »

« Le seul rayon de lumière est la sensible progression des Verts (Ecolo) à tous les niveaux ».

Pierre-Jacques (Namur)

« La majorité des participants (des ateliers élections organisés par Énéo) exprimait leur désarroi : ils ne comprenaient pas ou plus le fonctionnement du pays sans parler de l'Europe »

« Je me demande quel impact cette méconnaissance a pu avoir sur les votes et je crois que le manque de compréhension des enjeux permet à tous les discours extrémistes type « y qu'à » de trouver preneur »

Gerlinde (Bruxelles)

On sent, de manière générale, l'inquiétude de la remontée des extrémistes en Flandre, mais aussi au niveau européen. L'incompréhension et la nécessité de mieux comprendre la Flandre ont été pointées du doigt. Il est en effet trop facile de conclure : *« ah les flamands, ce sont des fachos »*. C'est comme si on entendait *« ah les wallons, ce sont des paresseux »*... C'est tellement réducteur et attise la colère. Même les responsables politiques de la NV-A ne le feraient pas ... Euh, Si en fait.

"Daardaar», très belle initiative !

www.daardaar.be propose des articles de la presse flamande traduits en Français. Une bonne manière de (re)découvrir les médias flamands ! En fait que savons-nous de la Flandre, nous francophones (et vice versa)? Pourquoi la RTBF, qui traduit ses journaux pour les sourds (très bien), ne diffuserait pas en seconde édition, le journal télévisé de la VRT, avec des sous-titres en français... Mais qui à la RTBF va reprendre l'idée et proposer l'inverse à la VRT ?

L'avertissement envers les partis traditionnels atteint un niveau maximal, et il n'est vraiment plus le temps de pouvoir (se) dire « *nous restons malgré tout les partis politiques incontournables* ». Cependant, Ecolo – qui fait une forte percée, boosté par les questions climatiques impératives, mais qui n'atteint pas encore son maximum historique – n'est-il pas devenu un parti traditionnel depuis sa première participation parlementaire (année 80) puis gouvernementale ? Le terme « traditionnel » ne se traduirait-il pas mieux par « immobile » ? À vérifier activement !

Quels sont les coalitions gouvernementales envisageables et les défis qui nous attendent ?

Laissons les journaux et les experts politiques prédire quelles seront les coalitions gouvernementales. Mais même si malheureusement on ne peut plus se fier seulement aux programmes politiques (nous n'y avons pas vu des décisions telles que le saut d'index ou le relèvement de l'âge légal de la retraite à 67 ans ... lors de la législature précédente) il ne faut pas attendre les femmes et les hommes politiques pour « voir » si nos revendications seront réalisées.

En effet, ce sera très peu probable pour réaliser une sécurité sociale forte, une réelle justice fiscale ou une politique environnementale globale et ambitieuse si c'est le gouvernement précédent (désormais numériquement impossible) ou un d'une tendance politique similaire arrive au niveau fédéral. Par ailleurs, nous devons rester vigilants même s'il s'agirait d'un gouvernement de « gauche », car, en guise d'exemple, la réforme des pensions a débuté avec le gouvernement Di Rupo...

Au fond, le dynamisme « gauche-droite » n'est plus d'actualité, car ce sont les politiques à tendance néolibérale et d'austérité qui ont largement dominé la scène politique européenne. La Belgique a été relativement épargnée grâce à la performance de sa sécurité sociale, mais celle-ci a été fragilisée durant ces deux dernières législatures. Si la tendance à la fragilisation continue...

Nos priorités en 5 thèmes

- LA DÉFENSE D'UNE SÉCURITÉ SOCIALE FORTE
 - SANTÉ
 - MILIEUX DE VIE(S)
 - JUSTICE FISCALE
 - MEILLEURE MOBILITÉ
- + CLIMAT ET EUROPE COMME DEUX AXES
TRANSVERSAUX

On ne peut ignorer non plus le niveau européen qui, par ses décisions notamment de convergence budgétaire au sein de la zone euro, continue à se baser sur le réflexe d'austérité, même si nous avons observé des avancées comme l'introduction du [socle européen des droits sociaux](#) (qui reste hélas non contraignant pour les états-membres de l'UE !).

Conclusion : Nous sommes des citoyens, ni de simples électeurs, ni des spectateurs de décisions politiques !

« Bien voté ? C'est bien ! Nous avons entendu votre signal ! Maintenant, retournez dans votre vie quotidienne ! »... Eh bien non ! Même si c'est en effet plus « facile » de se comporter ainsi, nous sommes des citoyens, non ni de simples électeurs, ni de spectateurs de décisions – ou de non décisions – politiques !

Il ne faut pas être intimidé par les discours du genre « décideurs, c'est nous », « si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à créer votre propre parti » etc., car jusqu'à preuve du contraire, c'est aux citoyens d'élire et de surveiller. Voter est un message, un espoir et un avertissement auprès des candidats, et il faut veiller ce qu'ils font ou non de ces messages, espoir et d'avertissement.

Concrètement, notre [mémoire](#) devrait servir d'[outil évolutif de veille](#) afin de continuer à honorer notre obligation citoyenne. Ne le rangez pas encore !

Avec les tendances politiques qui se dégagent après les élections, les tâches citoyennes seront plus que jamais ardues, mais si nous voulons construire une [société pluri-âges](#) à Bruxelles, en Wallonie, en Belgique – donc aussi en Flandre ! – et en Europe, comme l'indique notre mémoire, il faut travailler de manière transversale et l'éducation permanente est la meilleure solution pour y arriver et aussi l'une des meilleures de lutter contre le populisme.

La participation citoyenne tout au long des législatures s'impose comme condition *sine qua non* au maintien de notre système par représentation. Par peur d'ouvrir la boîte de pandore communautaire, les acteurs sortants n'ont pas permis de rediscuter d'ouvertures constitutionnelles tels le référendum populaire ou le tirage au sort. Sans avancée sur ce terrain, les votes de rejets attribués aux extrêmes s'amplifieront.

Pour équilibrer la participatie et réenchanter la politique aux yeux des citoyens :

Une piste serait peut-être intéressante à creuser : transformer le Sénat – tout en gardant le système actuel à la Chambre – en une représentation citoyenne par tirage au sort tous les deux ans, ce qui permet une transition entre mandatures de la Chambre. On reviendrait ainsi à un bicaméralisme partiel.

Les textes seraient soumis aux deux chambres et le Sénat pourrait évoquer certains autres. On ne maintiendrait pas un Sénat croupion, théoriquement lieu de concertation interrégional, bloqué par les enjeux communautaires et doublé par les comités de concertation et autres conférences interministérielles.

La question du référendum populaire en est une autre, mais demande des balises strictes évitant le réflexe communautaire, ce qui semble difficile, mais pas inconciliable.

Des idées qui devront murir et attendre une prochaine déclaration de révision de la constitution ou une volonté politique suffisante au travers de lois spéciales !

Bref, n'hésitez pas à encore faire entendre vos voix car tout commence maintenant ! Le vote est un moyen et non un objectif en soi ni pour les décideurs politiques ni pour les citoyens !

Philippe Andrianne,
Kusuto Naïto

Pour citer cette analyse

Andrianne P., Naïto K., (2019), « Ouf, on a voté ! C'est fini ? Eh bien non... ça commence ! », *Énéo Focus*, 2019/04.

Avertissement : Les analyses Énéo ont pour objectif d'enrichir une réflexion et/ou un débat à propos d'un thème donné. Elles ne proposent pas de positions avalisées par l'asbl et n'engagent que leur(s) auteur(e)(s).

Énéo, mouvement social des aînés asbl
Chaussée de Haecht 579 BP 40 — 1031 Schaerbeek - Belgique
e-mail : info@eneo.be — tél. : 00 32 2 246 46 73

En partenariat avec



Avec le soutien de